Reconnaissance de notre agriculture et notre alimentation comme intérÃat général majeur

Dossier de

de /> la rédaction de H2o February 2024

Â

Le président de la République a pris cinq engagements lors du Salon de l'agriculture, pour calmer la colà re des agriculteurs. Il a ainsi annoncé un "plan de trésorerie d'urgence" pour soulager les agriculteurs, avec des réunions immédiates. II a ensuite évoqué l'objectif "qu'on puisse déboucher" sur "des prix planchers qui permettront de protég le revenu agricole", dans le cadre de la préparation d'une nouvelle loi encadrant les relations entre les acteurs de l'alimentation. Le gouvernement veut une nouvelle loi EGalim d'ici l'été. M. Emmanuel Macron s'est en outre engagé Ã "reconnaître notre agriculture et notre alimentation comme un intérêt général majeur de la nation française". Cela "sel inscrit dans la loi, ce qui permettra de protéger notre agriculture de maniÃ"re ferme et sólide" a-t-il précisé. Dans ses efforts pour calmer la colÃ"re des agriculteurs, le gouvernement avait expliqué avoir puisé des idées dans la proposition de loi portée par le sénateur (LR) de la Haute-Loire Laurent Duplomb, qui prévoit notamment de déclarer "d'intérêt général majeur" les réserves artificielles d'eau pour l'irrigation, afin de faciliter leur construction. Le président a par ailleurs répété vouloir éviter qu'un pesticide soit interdit en France avant le reste de l'Union européenne, pour éviter le distorsions de concurrence. Pour cela, il veut que l'agence franASaise sanitaire ANSES, qui est indAOpendante, reste calAOe sur le calendrier europA©en et donc ne dA©crA te pas d'interdiction en France de produit qui resterait autorisA© chez les voisins, comme cela a été le cas pour plusieurs pesticides ces dernià res années (dont l'herbicide S-métolachlore). Pour rappel néanmoins, les interdictions de l'ANSES sont qénéralement motivées par des impératifs de protection de la san humaine et de l'environnement. Le chef de l'État a aussi affirmé vouloir regarder la possibilité de "rouvrir au niveau européen" des molécules interdites, sans expliciter ce qu'il voulait dire. Parmi de multiples engagements gouvernementaux sur la simplification des normes et l'assouplissement des contrà les, il a aussi dit aux agriculteurs qu'il voulait étendre le "droit à l'erreur" au monde agricole.